

Le Monde 23/12/02 p. 13

Chypre en échec à Copenhague

LE SOMMET EUROPÉEN de Copenhague a laissé à la communauté chypriote turque du nord de l'île un goût amer : « La Turquie a obtenu un rendez-vous avec l'Union en 2004, la partie chypriote grecque en est devenue membre mais nous n'avons rien eu », pouvait-on entendre à Nicosie. Car, contrairement aux attentes, la signature, en marge de Copenhague, d'un accord-cadre proposé par l'ONU (portant sur la réunification de l'île) n'a pas abouti, la partie chypriote turque s'étant refusée à signer. Une fois de plus, le « problème de Chypre » – île divisée depuis 1974 entre la République turque de Chypre du Nord (185 000 personnes, reconnue par Ankara seulement) et la République de Chypre (620 000 habitants, la seule reconnue internationalement) – s'est révéler résistant à tout règlement.

Coupée du monde depuis 28 ans, dépendante de la manne turque, touchée de plein fouet par la crise économique, la petite communauté chypriote turque voyait le « plan Annan » comme celui « de la dernière chance », celle d'en finir enfin avec le « dernier mur » en Europe.

Mais qu'est-il passé à Copenhague ? Tirant les leçons du sommet, les Chypriotes turcs se disent en premier lieu « trahis » par leur représentant, Rauf Denktaş, auquel ils ne considéraient plus aucune légitimité. « C'est un homme de la guerre froide, soucieux avant tout de préserver ses intérêts, et donc le statu quo. Rauf Denktaş ne vit pas dans le monde contemporain. Or ce qu'il nous faut aujourd'hui, c'est une autre direction, plus soucieuse de nos intérêts », estime Kuday Erk, le maire de la partie turque de Nicosie, élu en juin sur les listes du Parti républicain (CTP, socialiste). Plus largement, c'est vers la Turquie, la puissance tutélaire qui maintient 35 000 soldats sur place, que les regards se tournent. Et là aussi la déception est grande. Les espoirs engendrés par l'élection, le 3 novembre, d'un nouveau gouvernement issu de la mouvance islamiste, ouvertement favorable à une solution du problème chypriote, sont retombés. « L'absence de résultats à Copenhague prouve que ce gouvernement n'a pas le pouvoir », marède le jeune maire.

Cette analyse est partagée par la plupart des forces d'opposition, celles-là mêmes qui, le 27 novembre, avaient mobilisé 25 000 personnes, descendues dans la rue pour soutenir le plan. Vue depuis le nord de la « ligne verte », la Turquie qui a gagné à Copenhague n'est pas celle qui aspire au changement mais celle du *derin devlet* (« Etat profond », sorte d'Etat dans l'Etat, ou alliance triangulaire entre politiciens, forces

de sécurité et réseaux mafieux). « Rauf Denktaş est le représentant de cette Turquie de l'ombre, qui tire les ficelles en secret. Il défend les intérêts d'un groupe politico-financier qui souhaite conserver le statu quo », explique Niyazi Düzgün, le responsable d'un syndicat local. Selon lui, le 13 décembre restera dans les annales comme le « vendredi noir » de la communauté chypriote.

« C'est le deuxième vendredi noir ! Le premier, au moins aussi important que Copenhague, a eu lieu à l'automne 2000, lors de la faillite bancaire en Turquie puis à Chypre. Les gens ont alors tout perdu, mais surtout ils ont compris que la trop grande interdépendance avec le système turc, gangrené par les agissements des politiciens véreux et de la mafia, à l'origine du siphonnage des fonds bancaires, les menait droit à la faillite », raconte Hürrem Tulpa, président de l'Association des petits commerçants du nord de l'île et militant de toujours en faveur de la réunification. Pour lui et pour la plupart des milieux d'affaires, la communauté chypriote turque vient de perdre une bonne opportunité, celle de se voir reconnue par la communauté internationale et d'échapper ainsi à l'étreinte étouffante de la mère patrie. Le sommet des 12 et 13 décembre avait suscité ici de gros espoirs, ceux de voir une île réunifiée et pacifiée rejoindre l'Union européenne. Le plan proposé par le secrétaire géné-

ral de l'ONU, Kofi Annan, offrait, de l'avis général, des perspectives honorables de règlement aux deux communautés, grecque et turque.

Au printemps, le collectif Vision commune, rassemblant 92 associations et syndicats, avait émis des propositions en vue d'une solution politique : « Ce sont celles qui figurent dans le plan de Kofi Annan », indique Ali Fael, nouveau président de la chambre de commerce du nord de l'île, fer de lance du mouvement en faveur de la réconciliation.

« UNE GROSSE ERREUR »

Cet entrepreneur dynamique, qui succéda en avril 2001 à un proche de Rauf Denktaş (Salih Boyacı, le beau-père du fils du président, aujourd'hui en prison et accusé d'avoir détourné 80 millions de dollars) à la tête de la chambre de commerce, milite en faveur du plan. Celui-ci est toujours sur la table, jusqu'au 28 février 2003.

Aussi Ali Fael se dit-il certain qu'une solution sera trouvée : « Jusqu'au dernier moment, Rauf Denktaş et son entourage ont pensé que l'élargissement de l'Union européenne à Chypre était impossible tant que l'île était divisée. Ils ont commis une grosse erreur. Celle-ci en dit long sur leur méconnaissance des mécanismes de l'Union européenne. Chypre est bel et bien engagée dans la voie de l'intégration à l'UE. A nous de la rejoindre et d'ouvrir une nouvelle page de notre

histoire ! » La clé est en Turquie. Elle dépend de l'aval des militaires au plan de l'ONU. Ils savent que la fin de la partition de Chypre ouvrirait bien des portes à la Turquie. En premier lieu, celles de l'UE. Certes les deux problèmes ne sont pas liés comme l'ont affirmé les dirigeants européens. Toutefois, ainsi que l'a souligné récemment Yasar Yakis, le nouveau chef de la diplomatie turque, peut-on imaginer un candidat à l'intégration européenne – en l'occurrence la Turquie – occupant militairement le territoire d'un des États membres de l'Union ?

De nombreux Chypriotes turcs veulent croire que « la petite Asie » est en train de changer. « Après tout, la direction militaire a bien donné son feu vert au vote des lois abolissant la peine de mort et permettant la diffusion et l'enseignement de la langue kurde. Au regard de ces deux tabous-là, la question chypriote n'est rien », croit savoir Bekir Azgin, professeur à l'université de la Méditerranée orientale à Nicosie. Et de conclure : « En 1974, lors des affrontements, j'ai perdu mon père, ma terre, ma maison. Si une solution n'est pas trouvée, je perdrai mon fils, qui devra émigrer pour trouver du travail. La situation actuelle n'est pas tenable. Et puis d'autres tâches nous appellent, dont celle de réapprendre à vivre ensemble avec les Chypriotes grecs ! »

Marie Jégo